

SOCIÉTÉ Un million de Français ont basculé dans la misère en quelques mois

La pauvreté, l'autre épidémie

La crise de la Covid-19 provoque un choc social majeur. Chômage, chute des revenus, loyers impayés, explosion de l'aide alimentaire et afflux de bénéficiaires du RSA : les indicateurs virent au rouge. Les associations de lutte contre l'exclusion crient à l'urgence.

« Certaines semaines, je n'ai plus d'argent. Je ne mange pas assez, il m'arrive d'être très fatigué, alors que je dois beaucoup travailler. Les études, c'est capital pour moi. » Émile n'a pas encore 20 ans, il étudie à l'université Paris 8, à Saint-Denis. Il ne mange plus le matin, et ses deux repas par jour se limitent à des pâtes le midi, une pizza le soir, fournie par son patron.

Émile travaille dans une pizzeria du quartier de Belleville, pour payer ses études. Ses parents ne lui donnent pas d'argent. Il ne se plaint pas, mais « avec 750 euros par mois, c'est compliqué. La vie est chère à Paris ». Il n'a pas recours à l'aide alimentaire, mais récupère parfois de la nourriture invendue, toute juste périmée, dont le supermarché voisin se débarrasse.

Pendant le confinement, Émile n'a pas travaillé. Depuis le mois de mai, il a repris son travail à la pizzeria, mais avec le couvre-feu à 21 heures, son gagne-pain du soir est de nouveau menacé.

Émile est l'un des visages de la précarité étudiante en France. Avant la crise du Covid-19, 20 % des 2,7 millions d'étudiants vivaient en dessous du seuil de pauvreté : l'épidémie a aggravé les choses. « On n'a jamais con-



Une distribution alimentaire aux Restos du cœur cette semaine à Paris. La crise économique et sociale est d'une ampleur inédite depuis l'après-guerre. Photo AFP/Christophe ARCHAMBAULT

nu une telle situation », alerte la Fédération des associations générales étudiantes (Fage).

Des intérimaires aux autoentrepreneurs

Les jeunes ne sont évidemment pas les seuls touchés : la crise économique fait des ravages à tous les âges et parmi toutes les catégories. Les « pauvres du Covid-19 » seraient un million, selon les associations caritatives, dans une France qui recense déjà 9,3 millions de pauvres. La crise a d'abord frappé les précaires, intérimaires et des employés. Elle s'est étendue à des personnes non protégées par le chômage partiel et l'indemnisation du chômage, ou qui ne pouvaient bénéficier des aides mises en place.

« On a aussi vu arriver à l'aide alimentaire des autoentrepreneurs ou encore des indépen-

dants qui n'avaient plus de revenus. Des publics que l'on n'avait jamais vus, témoigne Laurence Champier, directrice du réseau des Banques alimentaires. Depuis le mois de mars, les distributions d'aide alimentaire ont augmenté de 25 % et la demande ne faiblit pas. Nous avons puisé dans nos stocks et nous sommes inquiets pour les semaines à venir. »

Un « tsunami de la faim »

De plus en plus de Français n'ont plus de quoi s'acheter à manger. Le Secours populaire évoque « un véritable tsunami de la faim », selon les mots de sa secrétaire nationale, Henriette Steinberg. Au Secours populaire, les demandes d'aide ont explosé. Les bénévoles font face à une augmentation allant de 15 à 50 % dans certains départements.

Aux Restos du cœur, on n'a jamais vu autant de monde : les files d'attente s'allongent devant les centres d'accueil et de distribution alimentaire. À Paris, dans le 11^e arrondissement, l'un des plus gros Restos du cœur de la capitale, la queue se forme dès le matin, des heures avant l'ouverture : la fréquentation y a augmenté de 88 % en octobre.

La France pourrait perdre 800 000 emplois en 2020, et d'autres indicateurs sont au rouge. Les demandes de RSA se sont envolées de 9,2 % entre août 2019 et août 2020, selon l'Association des départements de France. En septembre, il y a eu 100 millions d'euros d'impayés de loyers dans le parc HLM.

La situation est dramatique pour beaucoup de gens. Nathalie 47 ans, secrétaire comptable sans emploi, au RSA, qui héber-

REPÈRES

■ Qui est pauvre ?

Le seuil de pauvreté est défini par l'Insee à 60 % du revenu médian des Français : une personne est considérée comme pauvre si ses revenus mensuels sont inférieurs à 1 063 euros par mois.

■ Quelle stratégie ?

En 2018, le gouvernement a lancé une stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, dotée de 8,5 milliards d'euros sur quatre ans (2019-2022).

Le Premier ministre Jean Castex a indiqué en juillet que la stratégie serait adaptée « en fonction de la conjoncture ».

■ Quelle relance ?

Dans le cadre du plan de relance, 100 millions d'euros sont destinés à soutenir les associations de lutte contre la pauvreté. « Les mesures du plan de relance doivent permettre d'éviter des entrées massives dans la pauvreté, mais concernent peu les personnes qui y sont déjà », déplore le comité d'évaluation de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, présidé par Louis Schweitzer.

ge sa fille de 21 ans, elle aussi sans emploi, rumine des idées noires : « Impossible de trouver un emploi, même temporaire et mal payé. J'essaie de m'accrocher, mais c'est très lourd à porter. Parfois, j'ai peur de lâcher prise ».

Nathalie CHIFFLET